

Note critique

Béatrice Craig

Volume 51, numéro 4, printemps 1998

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/005371ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/005371ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Craig, B. (1998). Note critique. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 51(4), 549–558. <https://doi.org/10.7202/005371ar>

NOTE CRITIQUE

BÉATRICE CRAIG

Département d'histoire

Université d'Ottawa

Tout auteur de manuel d'histoire se voit confronté à plusieurs défis. Le premier est de décider quelle matière inclure, comment la présenter et pour quelles fins. Généralement, les choix qui sont faits reflètent les buts que l'auteur veut atteindre et la vision d'ensemble de son objet d'étude. L'histoire, après tout, est une interprétation raisonnée de faits vérifiables. Jusqu'à une période récente, dans la plupart des pays occidentaux, les sujets couverts par les cours d'introduction en histoire étaient bien simples: on faisait l'histoire politique, diplomatique et macro-économique de l'État-nation. L'exercice mettait en relief la naissance et le développement de ce dernier, se situait dans une problématique du progrès et visait à nourrir l'attachement des citoyens à leur pays.

L'HISTOIRE «NATIONALE» ÉTAIT AU SERVICE DU NATIONALISME

Au Canada, un tel agenda posait des problèmes puisque, de l'aveu même des deux groupes blancs dominants (anglo-protestants et Canadiens français), «État» et «nation» ne coïncidaient pas. Le Canada est un quasi-État depuis seulement 1867, un État indépendant depuis 1931 et la citoyenneté canadienne n'existe que depuis 1947. Un Canadien était un sujet britannique résidant au Canada. «Canada français» de son côté n'était pas synonyme de «État» ni même d'unité territoriale puisqu'il y avait des francophones hors du Québec. Le Canada se constitua en État trop tard au dix-neuvième siècle pour pouvoir adopter une définition volontariste de la nation, comme celle que l'on serinait encore aux petits écoliers français jusqu'à une date récente (et qui pourrait bien dater de 1789!). Nation: peuple ayant un passé commun et la volonté d'avoir un futur également commun. À la fin du XIX^e siècle, la nation n'était plus conçue comme le produit d'un contrat social, mais comme un groupe biologique. Il est symptomatique d'ailleurs que, jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, «nation» et «race» étaient souvent synonymes.

[1]

Les Canadiens durent donc se forger une histoire indépendante de ce qui était alors le cadre de référence normal: l'État-nation. Les Canadiens anglais commencèrent par chanter les gloires de cet illustre Empire dont ils étaient l'un des plus beaux fleurons (les Irlandais ont dû apprécier!). Après la Première Guerre mondiale, l'Empire étant en déclin, des tentatives furent faites pour conceptualiser le Canada comme une entité politique et géographique «naturelle» (Innis, Creighton). Son histoire devenait celle de la construction juridique et institutionnelle de cet espace «naturel» qui existait depuis les débuts de l'humanité en Amérique du Nord. Mais quelle «nation» recouvrait cet État canadien si «naturel»? Pas celle qui incluait des non-Britanniques et surtout des Canadiens français, si Creighton avait son mot à dire sur la question! L'espace était peut-être naturel, mais les peuples qui l'habitaient n'appartenaient pas nécessairement tous à la «nation». Il faut attendre l'émergence de l'histoire sociale, plus particulièrement le développement de l'histoire ouvrière, de l'histoire ethnique, de l'histoire des Amérindiens pour que l'histoire du Canada en anglais utilise couramment des cadres conceptuels où les Canadiens de langue française et où le Québec, comme culture distincte, aient leur place: d'une part, l'histoire sociale conçoit les sociétés modernes comme des ensembles hétérogènes; d'autre part, elle élabore des concepts qui transcendent les différences de langue et de culture, comme la classe sociale ou le genre (*gender*) et, dans une moindre mesure, l'ethnie.

Cette nouvelle vision de l'histoire se reflète dans les manuels d'histoire canadienne de langue anglaise. Et dans ces manuels, les francophones ne sont généralement ni négligés ni traités comme un groupe déviant par rapport à une norme anglo-protestante. En règle générale, les manuels en anglais reflètent une vision d'un Canada multiculturel, mais dont les composantes ont néanmoins une histoire commune résultant de l'impact du milieu physique, de l'interaction avec les autres groupes et de forces exogènes, comme l'influence des États-Unis et de la Grande-Bretagne. Il faut toutefois noter que cette production est récente et que, jusqu'à il y a une quinzaine d'années, les manuels en anglais étaient non seulement peu nombreux, mais privilégiaient encore le politique, le diplomatique et le macro-économique.

Du côté francophone, point de référence à l'Empire, bien entendu. On insistait par contre sur la survie providentielle de la «race» canadienne-française en terre nord-américaine — et la survivance suivit même aux États-Unis les Canadiens français qui y émigrèrent. Les anglophones avaient construit un État sans nation; les Canadiens français eux avaient constitué une nation sans État. Après la Seconde Guerre mondiale, les

Canadiens français se scindèrent. Au Québec, on passa d'un discours de la survivance à un nationalisme à dimension politique mais limité à la province, laissant aux francophones hors Québec la tâche peu facile de se définir une place dans l'histoire et l'espace canadiens.

Qu'advint-il dans ce contexte de la production de manuels d'histoire du Canada en français? Première constatation, ils brillent par leur absence. Rien entre 1968, date de parution de *Unité et diversité* [version originale: 1967], et 1996, à l'exception de la traduction du livre de Ramsay Cook, *Le Canada, étude moderne*, publiée en format poche en 1981, et de celle de l'ouvrage dirigé par R. C. Brown en 1988. Ce dernier est plus un livre pour le grand public qu'un manuel. Cette disette n'est pas accidentelle. Les éditeurs ne publient que ce qu'ils peuvent vendre profitablement. L'absence de manuel universitaire d'histoire du Canada en français reflète leur perception d'un marché insuffisant: les Québécois n'étudieraient que l'histoire du Québec et les francophones hors Québec ne sont pas assez nombreux pour rentabiliser l'affaire. Ce n'est probablement pas un hasard si les deux manuels publiés en 1996 l'ont été avec une subvention du ministère (fédéral) du Patrimoine. Ce n'est probablement pas non plus un hasard si le même ministère subventionne de nos jours ce genre de texte, alors qu'il ne le faisait pas auparavant. Économiquement non rentable, l'histoire du Canada en français ne voit le jour que pour des raisons politiques.

Comment les deux équipes auteures des manuels de 1996, Jean-François Cardin, Claude Couture et Gratien Allaire, auteurs de *Histoire du Canada, espace et différence*, d'une part, et Jacques Paul Couturier, Wendy Johnson et Réal Ouellette, auteurs de *Un passé composé, histoire du Canada de 1850 à nos jours* de l'autre, ont-elles abordé la rédaction d'une histoire du Canada? Ont-elles adopté le modèle multiculturaliste des identités multiples véhiculées par les ouvrages en anglais qui leur sont contemporains? Représentent-elles une vision francophone de l'histoire du Canada et, si c'est le cas, quelle est cette vision?

En dépit de quelques ressemblances superficielles, les deux ouvrages sont très différents, par leurs choix pédagogiques, l'organisation de la matière et la vision du Canada qui soutend leur démarche. Le premier ouvrage ressemble à un kaléidoscope post-moderne. Le second se rapproche des manuels anglophones, tout en mettant davantage l'accent sur l'histoire des populations francophones.

Les deux ouvrages ont en commun certains points: même format, même longueur (autour de 400 pages). Sur le plan factuel, le contenu est

dans les deux cas assez traditionnel, couvrant ce que la grande majorité des enseignants considère comme étant les informations de base que tout étudiant devrait connaître. Pour le reste, les deux ouvrages s'éloignent l'un de l'autre. Par leur appareil pédagogique d'abord. Cardin *et al.* ont inclus un appendice qui contient, outre une chronologie très détaillée de l'histoire du Canada, les noms des premiers ministres avec leur affiliation politique, le résultat des élections fédérales, des statistiques de population et la loi constitutionnelle de 1982. Couturier *et al.* ont intégré repères chronologiques et données statistiques dans le corps de l'ouvrage. Les premiers commencent avec la traversée de Beringia — même s'ils traitent très rapidement de la période précédant la Confédération. Les seconds ont opté pour un départ en 1850.

Chaque chapitre de *Passé composé* inclut un essai historiographique de 3 à 4 pages, incluant une courte introduction et de longues citations d'historiens récents et moins récents. Les sujets retenus se répartissent de manière équilibrée entre sujets typiques de l'histoire traditionnelle (origines de la Confédération, impact de la politique nationale, Révolution tranquille), des sujets débattus depuis longtemps (l'Âge d'or des Maritimes, Riel et les Rébellions métisses), et d'autres qui reflètent les préoccupations de l'historiographie récente (la colonisation au Québec, le féminisme, le multiculturalisme).

L'Histoire du Canada, inclut, pour sa part, des documents (par exemple, extraits des 92 résolutions de Papineau, de l'AANB, de *l'Évangéline*, de la charte des Droits, de diverses commissions royales), des vignettes biographiques (telles que celles de Sir John A. Macdonald, Marie Lacoste Gérin-Lajoie, Pierre Elliott Trudeau) et des hors-textes traitant de certaines questions en détail. Ces dernières vont des traités amérindiens à l'industrie automobile, des débuts du hockey au gouvernement Douglas.

Les deux ouvrages diffèrent également par l'organisation. Cardin *et al.* ont partagé le leur en deux parties: la première, comprenant 8 chapitres, suit un ordre chronologique; les chapitres 9 à 16 sont, quant à eux, consacrés à l'histoire des régions; chaque région a droit à deux chapitres, un pour la période allant jusqu'à la Première Guerre mondiale et l'autre, pour la période suivante.

Cette organisation me laisse pour le moins perplexe. Ce n'est pas une bonne idée. Elle a conduit à un éparpillement de la matière qui va presque certainement rebuter les étudiants, déjà pas très enclins à lire. Par exemple la fondation de l'Acadie a droit à une ligne dans la première par-

tie (Fondation de Port-Royal en 1605). Le reste du paragraphe est consacré à la fondation de Québec. Pour en savoir plus sur les débuts de l'Acadie, il faut se tourner vers le chapitre 11 — qui, lui, indique que le premier établissement acadien fut fondé sur la rivière Sainte-Croix en 1604. La déportation des Acadiens a droit à deux lignes dans la première partie. Pour comprendre les raisons qui ont amené les Acadiens à refuser de prêter le serment d'allégeance, et les Anglais à tolérer ce refus pendant deux générations, puis à employer la manière forte, il faut, encore une fois, se référer à la seconde partie. Ce ne sont là que deux exemples parmi beaucoup d'autres. La première partie galope à toute bride à travers l'histoire et ne fait qu'allusion aux événements qui sont repris et expliqués dans la seconde partie. Mais pour éviter trop de redites, la seconde partie doit fréquemment faire référence à la première. J.-F. Cardin étant aussi auteur d'un manuel pour le secondaire, je suis encline à voir dans cette organisation le legs d'un manuel scolaire dont le plan avait été dicté par des contraintes ministérielles.

Ayant adopté une démarche chronologique commençant en 1850, Couturier *et al.* ont évité l'éclatement de l'information entre différentes parties du texte et sont en mesure non seulement de couvrir la matière de manière plus détaillée, mais aussi de mieux dégager les liens entre les événements et les processus d'évolution.

Prenons par exemple le chapitre 6: «Conflits ethno-religieux et tensions entre gouvernements à la fin du XIX^e siècle». Il commence par retracer l'évolution des conflits entre les gouvernements fédéral et provinciaux et le rôle joué par le Privy Council dans le renforcement des pouvoirs provinciaux. Puis il passe à une conséquence spécifique de ce renforcement qui affecta particulièrement les populations francophones hors Québec: les conflits scolaires, non seulement au Manitoba, mais aussi au Nouveau-Brunswick et dans les territoires du Nord-Ouest. Le fossé grandissant entre Canada anglais et Canada français, l'érosion également grandissante des droits des francophones à l'enseignement dans leur langue d'un océan à l'autre est peinte par petites touches et montre bien qu'il ne s'agissait pas d'une situation fixe ni même inévitable. Il montre ainsi l'envers de la médaille de la décentralisation des pouvoirs et ses retombées pour les groupes minoritaires. L'autodétermination des uns se fit au détriment de l'autodétermination des autres et, dans ce cas-ci, les francophones hors Québec ont payé pour la protection des pouvoirs provinciaux du Québec. Cet écart grandissant s'accompagne de la montée des nationalismes canadiens-français, au pluriel parce que l'ouvrage examine cette montée en Acadie aussi bien qu'au Québec. Le nationalisme y

apparaît donc comme un phénomène historique, fruit d'une certaine période en un certain lieu.

Tous ces événements, à l'exception de la question scolaire au Nouveau-Brunswick, sont mentionnés dans l'autre ouvrage, au chapitre III (écoles du Manitoba), IX (lutte pour l'autonomie provinciale au Québec, et montée du nationalisme au Québec), X (lutte pour l'autonomie provinciale en Ontario et règlement 17), XI (naissance du nationalisme acadien, précipitée par la publication de *Évangeline* de Longfellow) et XII (question des écoles du Manitoba et des territoires du Nord-Ouest). Bien futé le lecteur étudiant qui saisira que ces événements sont liés entre eux. Dans l'ouvrage de Couturier *et al.*, les liens de causalité et l'historicité des phénomènes sont beaucoup plus évidents.

Les auteurs des deux ouvrages ont également une vision très différente, voire diamétralement opposée, du Canada et de la manière de faire son histoire.

Au dos de la couverture de *Histoire du Canada*, on annonce «un portrait d'ensemble» suivi d'une «lecture par région». En fait, l'impression que l'on retire est que la «vue d'ensemble» est rédigée du point de vue de l'ancien Canada-Uni et que le reste de l'espace canadien n'est considéré que lorsque les événements qui s'y déroulent affectent le centre ou illustrent les conflits entre les différents groupes sociaux qui habitent cet espace. Le chapitre VII par exemple, qui couvre la période 1850-1896, comporte 26 pages, dont 9 consacrées aux causes de l'AANB et à son contenu, 7 aux conflits impliquant les Métis de l'Ouest, une aux femmes (privées de droits politiques) et une aux Amérindiens (forcés de signer des traités de cession) — les deux derniers groupes étant présentés comme des marginalisés par leur manque de pouvoir. L'entrée de l'Île-du-Prince-Édouard dans la Confédération a droit à trois lignes; la résistance du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse à un bref paragraphe; et l'entrée de la Colombie-Britannique dans la Confédération est traitée comme un accident de parcours.

Si le portrait d'ensemble se lit comme une histoire du Canada vue par le bout québéco-ontarien de la lorgnette, la seconde partie se lit comme autant d'histoires de régions autonomes, ayant peu de rapports les unes avec les autres (sauf les conflits), et dont l'histoire a peu d'impact sur celle des autres et vice versa. Les informations contenues dans un chapitre sur une région sont rarement présentées comme nécessaires pour comprendre ce qui se passe dans une autre. L'impression d'histoire en fragments dépasse d'ailleurs le cadre régional. Même les régions émergent de ce

texte comme autant d'archipels de groupes homogènes et distincts, séparés les uns des autres par de quasi infranchissables barrières de sexe, de race, de religion, de langue ou de classe, et ayant eux aussi peu de rapports les uns avec les autres, conflits exceptés. Le chapitre X sur l'Ontario avant 1914 couvre la Rébellion de 1837 (causée par la spéculation foncière), la naissance du système éducatif — y compris des écoles séparées, la politique provinciale (incluant la lutte pour l'autonomie provinciale), les Franco-Ontariens, les féministes, les autochtones, les Irlandais — (qui malgré les travaux de Akenson et Elliott sont décrits comme majoritairement urbains), le mouvement ouvrier, et s'achève sur la vie artistique et littéraire et sur une vie religieuse fragmentée entre diverses dénominations. Chaque section peut se lire indépendamment des autres: il n'y a pas de liens clairs entre tous ces phénomènes. N'aurait-ce pas été une bonne idée par exemple d'attirer l'attention des étudiants sur le fait que les écoles séparées n'auraient probablement pas vu le jour s'il n'y avait eu, très tôt, une importante population irlandaise catholique, et secondairement, canadienne-française, en Ontario? L'information est là, mais le lien n'est pas fait.

Le Québec fait exception à cette image d'une société fragmentée. Sans une demi-page consacrée à la littérature québécoise de langue anglaise et la mention d'une grande bourgeoisie d'affaires anglo-écossaise, on retirerait du chapitre IX (le Québec avant 1914) l'impression d'une province ethniquement homogène. Pas d'Amérindiens, pas d'Irlandais, pas de Loyalistes ou d'immigrants britanniques dans les Cantons. Le Québec échappe à la balkanisation qui semble caractériser le reste de l'espace canadien. À tous les autres égards par contre, le Québec est une province comme les autres, au développement économique, politique, social et même nationaliste on ne peut plus normal. Même l'Église catholique n'avait pas le poids qu'on l'a accusée d'avoir, et jouait, dans la vie des paroissiens, un rôle qui n'était pas plus important que celui des dénominations protestantes de l'Ontario dans la vie de leurs membres.

Le résultat est, finalement, déprimant: le Canada n'est-il qu'une collection de clans isolés les uns des autres et dont les points de contact ne sont que des conflits? Cette vision pessimiste semble d'ailleurs ne pas être un accident dû à l'organisation. Les auteurs déclarent dans leur introduction: «Le Canada semble caractérisé, et ce livre devrait l'illustrer, par une incapacité à résoudre les problèmes issus essentiellement de l'acceptation ou du refus de la différence dans une société libérale.» (p. 14)

Beau jugement, mais que se passera-t-il lorsqu'un étudiant se demandera comment la société libérale québécoise résout les problèmes de la

différence et qu'il découvrira que son manuel les ignore? Concluera-t-il que ce silence est la preuve que la société québécoise est elle aussi incapable de les résoudre et que, en fin de compte, elle présente le même vice de forme que la société canadienne dans son ensemble?

Par contraste, Couturier *et al.* mettent moins l'accent sur ce qui sépare les différents groupes habitant l'espace canadien que sur la nature de leurs relations, qui n'est pas nécessairement conflictuelle. Le parti pris est tout aussi délibéré, à commencer par le titre: *Un passé composé*. Pour les auteurs, l'histoire du Canada «se compose d'innombrables fragments, chacun doté d'une vie propre», mais elle est aussi «celle d'une communauté humaine complexe composée d'hommes et de femmes, de Canadiens français et de descendants de plusieurs autres groupes ethniques, de patrons et d'ouvriers, mais dont les destins sont étroitement liés, s'entre-croisant au fil des décennies et des bouleversements socio-économiques pour tisser dans le temps la toile d'un passé composé». (p. xi)

Alors que Cardin *et al.* privilégiaient le politique, lieu où s'expriment les «jeux de pouvoirs et d'oppression», Couturier *et al.* mettent l'accent sur le rôle du gouvernement fédéral dans la construction du pays, sur les forces centripètes plutôt que centrifuges, sur la contribution des Canadiens français à cette construction et sur leur relation avec le Canada anglais. Ils font également une plus grande part à l'économie, car si pour eux le politique «est le champ privilégié pour observer la dynamique historique canadienne à l'œuvre» (p. xii), la vie économique n'en reste pas moins un élément... crucial dans tout effort d'explication historique» (p. xii).

Leur volonté de rédiger une histoire pan-canadienne, mais faisant une large place aux francophones, y compris à ceux qui résident hors Québec est aussi évidente. Mais ici, l'histoire des différents groupes est complètement intégrée dans la trame narrative. Tout n'est bien sûr pas parfait. Quel manuel l'est? Les francophones de l'ouest jugeront probablement que leur histoire n'est pas aussi nuancée que celle des Acadiens. Les Terre-Neuviens vont trouver que l'on ne parle pas assez d'eux. Mais dans l'ensemble, les auteurs ont atteint leur but. Le passé de leur Canada est un «passé composé» crédible. Il ressemble par là aux manuels récents en anglais, sauf que je serais tentée d'ajouter qu'il est meilleur que la plupart d'entre eux. À quand la traduction? Et à quand une première partie jusqu'à la Confédération?

Finalement, l'ouvrage de Couturier est beaucoup mieux édité que celui de Cardin et de son équipe, qui fourmille de petits problèmes évita-

bles. Je ne mentionnerai que quelques exemples. Les intitulés de chapitres ou de sous-chapitres ne rendent pas toujours compte du contenu. Le troisième chapitre s'intitule «Du capitalisme commercial au capitalisme industriel», mais on y cherche en vain une description de l'un et de l'autre et de la transition attendue entre les deux systèmes. L'économie est abordée dans la seconde partie consacrée aux régions. Le chapitre X s'intitule «Puritanisme et industrialisation». On n'y trouve pas de Puritains — ou même de puritains. L'industrialisation a droit à un tiers de page (sur 10).

Certains termes sont impropres: les tenanciers de l'Île-du-Prince-Édouard n'étaient pas des métayers, mais des locataires à bail, payant leur loyer en argent, et ils ne réclamaient pas la *déshérence*, mais la *déchéance* des propriétaires (p. 243). Nous espérons également que Louis Riel ait été bien «articulé». À notre connaissance, il n'était pas estropié. Il y a aussi des erreurs factuelles. Par exemple, il y avait peut-être 15 000 métis francophones à la Rivière Rouge en 1869, mais certainement pas 15 000 blancs! (un zéro de trop!) L'impression que l'on retire de la lecture est que l'ouvrage a été produit à la hâte.

Écrire l'histoire «nationale» du Canada à l'ère du multiculturalisme, de l'indépendantisme québécois et même du post-modernisme peut sembler une gageure. Elle ne l'est que si on perd de vue à qui on s'adresse.

Les étudiants qui suivent nos cours de première année veulent généralement que leur histoire soit positiviste, linéaire et événementielle. La plupart font de l'histoire pour des raisons concrètes, pour comprendre la société dans laquelle ils vivent: pourquoi telles institutions plutôt que d'autres? pourquoi cette structure économique et sociale plutôt qu'une autre? pourquoi certains groupes sont-ils en conflit? Il s'agit d'une vision un peu étroite. Nous savons tous qu'il y a plus; et nous voulons que les étudiants sachent qu'il y a plus. Mais pour mener les gens là où on veut les mener, il faut les prendre là où ils sont. Et avant de discuter de la vision ou de la perception que tel ou tel groupe avait d'un événement, il faut savoir que l'événement a eu lieu! Un cours de première année devrait donc viser des buts très simples et très terre à terre.

D'abord former des citoyens informés, capables de saisir les enjeux des débats politiques contemporains et capables de prendre des décisions aussi rationnelles que possible. Comment peut-on accomplir ce but si l'on ne peut même pas se mettre d'accord sur la définition de la «nation»? Très simplement: en ne prenant pas la nation, mais l'État comme unité d'analyse de base. Les nations sont peut-être des constructions subjectives, mais les États ne le sont certainement pas! Les États occupent un espace

et cet espace est habité par des individus que leur langue, leur race, leur classe, leur sexe, etc. séparent mais aussi regroupent. Savoir si l'ensemble des citoyens d'un État constituent ou non une «nation» est une question pour l'historien. Le sentiment national est un phénomène historique et non pas un cadre de référence *a priori*. Comment devient-on, ou non, une «nation» et quelles sont les conséquences de ce devenir?

En second lieu, comprendre que les mêmes événements peuvent légitimement être interprétés de manière différente; comprendre que tout le monde a été affecté par — et a influencé — les événements historiques, mais à des degrés divers, voire de manière différente, mais sans passer tous les groupes sociaux en revue. Des exemples bien choisis suffisent. Les manuels s'adressent normalement à des étudiants de première année. Ils ont encore quelques années d'études devant eux pour donner de l'épaisseur à leur vision du passé.

Pour finir, il importe de comprendre que l'histoire, c'est plus que la généalogie du présent, que le passé ne se comprend réellement que par rapport à lui-même, mais il importe également de saisir qu'en dépit de leur étrangeté, nos ancêtres, et ceux des autres, partagent quelque chose avec nous: leur humanité. Notre obsession avec les différences de classe, de race, d'ethnie, de langue, de religion, d'orientation sexuelle et que sais-je encore, risque fort de nous amener à passer à côté de la leçon la plus importante de l'histoire: que de la préhistoire à nos jours, de la Terre de Feu au Spitzberg, nous nous ressemblons beaucoup plus que nous l'admettons. L'histoire, c'est aussi l'étude de l'humain en chacun d'entre nous.